ELECTIONS LEGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

1re Circonscription PERPIGNAN-CÉRET

Union des Républicains des Démocrates et des Socialistes

F. G. D. S.



Paul ALDUY

Député sortant
Conseiller Général
Maire de Perpignan
Préfet
Ancien Combattant
Ancien
de la France Libre

FRANÇAISES, FRANÇAIS,

Dix années d'autoritarisme, de fausse grandeur, de bureaucratie stérile et de stabilité sans efficacité nous ont donné : les ordonnances antisociales ; les inégalités et les surcharges fiscales de la T.V.A. ; 500 000 chômeurs ; l'écrasement des artisans et du petit commerce ; l'affaiblissement de la petite et moyenne entreprise ; la ruine progressive de l'Agriculture et de la Viticulture méridionales ; l'amenuisement progressif du pouvoir d'achat des Français alors que celui des autres pays européens ne cesse de s'accroître.

Pour faire entendre leurs revendications, les Français sont amenés à descendre dans la rue : les Bretons coupent les routes ; les maraîchers catalans ferment la frontière ; les vignerons du Midi se lèvent en masse et le sang coule à Carcassonne ; les étudiants occupent les Universités, les ouvriers les usines au prix de plusieurs centaines de blessés et, sans le sang-froid des cadres syndicaux et politiques, c'est la guerre civile qui eût déferlé sur le Pays.

Un tel divorce s'est créé entre le Pouvoir et la Nation :

— parce que le dialogue est devenu impossible entre le Gouvernement et le Parlement bâillonné ;
— parce que le Pays est intoxiqué par la radio-télévision ;
— parce que l'Administration est aux mains d'une Technocratie irresponsable.

Il faut aujourd'hui **rétablir le dialogue, restaurer la démocratie et l'ordre**, et comme je vous le disais l'an dernier dans ma profession de foi :

IL FAUT QUE LA FRANCE PENSE MAINTENANT A LA FRANCE

Il faut qu'elle choisisse hardiment la troisième voie : celle de l'économie concertée, de la promotion sociale et de l'éducation permanente.

Comme je vous le demandais aux dernières élections législatives, il faut :

I. Remettre en Marche les Institutions Démocratiques

non pas en changeant de Constitution, mais en appliquant loyalement celle de 1958, en supprimant entre autres l'Article 16, le vote bloqué et dans le domaine judiciaire la garde à vue, la cour de Sûreté de l'Etat. Le régime doit s'orienter vers un régime présidentiel respectant l'équilibre entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif en sauvegardant l'absolue indépendance du judiciaire.

II. Rendre à l'Université son Indépendance par la cogestion

des professeurs, des assistants et des étudiants.

III. Relancer l'expansion économique par :

— la mise en place d'un Plan élaboré démocratiquement à tous les échelons y compris régional ;
— la démocratisation et la libéralisation du crédit ;
— l'allègement de la fiscalité française qui est la plus lourde d'Europe : notamment abattement sur le revenu des exploitants agricoles, diminution de l'impôt sur les revenus des personnes physiques et élévation du plafond d'exonération de l'imposition des petits revenus ; révision des barèmes, simplification et abaissement du taux de la T.V.A., refonte des finances locales ;

Sciences Po / fonds CEVIPOF

— l'industrialisation des régions comme la nôtre et le développement de la recherche scientifique ;
— la garantie des prix agricoles et du prix du vin et la protection contre les importations étrangères ;
— une politique hardie du tourisme ne se limitant pas au secteur du Barcarès mais s'étendant aussi bien à la Côte Vermeille qu'au Vallespir et l'arrière-pays ;
— la reprise de l'industrie du bâtiment grâce à l'allongement et l'allègement des prêts du Crédit Foncier et à une simplification révolutionnaire des règles d'urbanisme ;
— l'aide à la pêche et aux industries traditionnelles.

IV. Développer la Promotion Sociale par :

— l'abrogation des ordonnances antisociales et la pratique d'une véritable politique d'aide sociale, pouponnières et crèches, maisons de repos, modernisation des hôpitaux, aide aux handicapés physiques, aux enfants inadaptés ou retardés, aux malades mentaux...
— la défense de l'école publique et pour les jeunes : primauté de l'enseignement et sa démocratisation (à Perpignan une Université à part entière) ; développement de la formation professionnelle, des foyers culturels et ruraux, des équipements sportifs et de la recherche agronomique ;
— la protection de la femme ;
— le plein emploi en particulier pour les jeunes ;
— la défense paysanne et la protection de la classe ouvrière ;
— la protection des commerçants, des artisans et de la petite et moyenne entreprise ;
— une politique hardie du logement social (350 000 logements sociaux contre 110 000 aujourd'hui) ;
— pour les personnes âgées : retraite pour tous : à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes, revalorisation progressive de la retraite des travailleurs, développement des foyers logements ;
— pour les rapatriés : leur indemnisation mobilière et immobilière. (voir mes propositions de Loi n° 388 - 610 - 694) et l'amnistie totale que j'ai été l'un des premiers à réclamer (prop. de loi n° 151) ;
— pour les anciens combattants et les veuves de guerre et ayants droit, revalorisation complète et sans marchandage de leurs droits ;

Un tel programme sera réalisé par le changement radical de la politique financière qui suppose :
— la fructification des réserves d'or qui ne doivent pas demeurer stériles ;
— la réorganisation de l'aide aux pays sous-développés qui doit revêtir un caractère international et être proportionnelle aux revenus des pays les mieux pourvus, ce qui diminue la charge de la France ;
— l'abandon des dépenses improductives et de prestige (armement nucléaire, bombe atomique...).

Un tel programme suppose le changement radical de la politique étrangère qui doit tendre à créer une Europe fondée sur l'égalité des charges sociales, économiques et fiscales. La France doit sortir de son isolement dans le monde et participer aux accords de désarmement nucléaire.

Un tel programme suppose le renversement de notre politique économique et sociale, le retour à la démocratie et à la liberté, **incompatible avec le totalitarisme quel qu'il soit.**

Il vous faut dire non à la majorité actuelle qui a fait la preuve de son impuissance et conduit la nation à l'anarchie par son imprévoyance.

Il vous faut dire oui à la troisième voie, celle de la démocratie humaniste.

Dans cette voie, aujourd'hui comme hier, j'appelle tous les républicains de progrès, tous les démocrates, tous les socialistes, sans exclusive et sans sectarisme, à s'engager avec la plus ferme des déterminations.

Grâce à eux tous, la France deviendra enfin

une **DÉMOCRATIE HEUREUSE,**
une **RÉPUBLIQUE DE PROGRÈS**
A L'ECHELLE HUMAINE.

Paul ALDUY
Député sortant - Conseiller Général
Maire de Perpignan - Préfet
Ancien Conseiller d'Ambassade
Ancien Combattant
Ancien de la France Libre.

Remplaçant éventuel :
Jacques BORDANEIL
Maire-Adjoint de Palau-del-Vidre
Exploitant Agricole

IMP. DU MIDI - PERPIGNAN

Sciences Po / fonds CEVIPOF